

# Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

## ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Rosemère pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire  
Gheorghe Lucian Todoran

Date  
1.1 22 mai 2026

---

# Table des matières

## États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	36
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	38
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	39
Situation financière par organismes	40
Charges par objets	41
Excédent (déficit) accumulé	42
Avantages sociaux futurs	46

## Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	54
Analyse des charges consolidées	66

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Rosemère**,

### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Rosemère** et de ses organismes contrôlés et partenariats (le groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (« les états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Rosemère** au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Rosemère** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 22 mai 2026

(1) Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A116447

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	31 218 200	31 423 677	30 368 212
Compensations tenant lieu de taxes	2	632 200	624 090	604 810
Quotes-parts	3			
Transferts	4	10 302 600	6 716 381	8 643 094
Services rendus	5	2 648 800	2 781 072	2 646 890
Imposition de droits	6	2 600 000	4 624 555	3 200 003
Amendes et pénalités	7	1 582 900	1 524 883	1 152 605
Revenus de placements de portefeuille	8	122 700	114 206	225 937
Autres revenus d'intérêts	9	211 000	312 165	276 604
Autres revenus	10	1 440 900	906 895	558 550
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	50 759 300	49 027 924	47 676 705
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	6 676 200	6 666 187	5 848 661
Sécurité publique	15	8 152 200	8 486 040	8 802 484
Transport	16	8 873 000	8 228 188	7 929 105
Hygiène du milieu	17	11 544 800	11 048 035	10 431 090
Santé et bien-être	18	242 700	231 880	214 121
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 133 900	2 111 487	1 485 978
Loisirs et culture	20	6 122 500	5 725 266	5 417 169
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 794 300	1 571 358	1 571 880
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	45 539 600	44 068 441	41 700 488
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	25	5 219 700	4 959 483	5 976 217
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		82 209 597	76 233 380
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		82 209 597	76 233 380
<b>Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice</b>	29		87 169 080	82 209 597

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		2025	2024
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 097 179	4 785 582
Débiteurs (note 5)	2	19 388 412	17 663 889
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	249 976	234 216
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	27 735 567	22 683 687
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	9 840 635	6 402 306
Revenus reportés (note 11)	12	1 551 719	610 286
Dette à long terme (note 12)	13	43 517 984	42 806 332
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	614 348	911 631
Autres passifs (note 14)	15	1 167 578	1 123 319
	16	56 692 264	51 853 874
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(28 956 697)	(29 170 187)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	115 241 160	110 580 001
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	630 021	663 781
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	254 596	136 002
	23	116 125 777	111 379 784
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24	87 169 080	82 209 597
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	87 169 080	82 209 597
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	87 169 080	82 209 597
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	1	5 219 700	4 959 483	5 976 217
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	20 079 800)(	9 727 290)(	3 980 917)
Produit de cession	3		4 877	6 636
Amortissement	4	5 035 900	5 066 131	4 906 979
(Gain) perte sur cession	5		(4 877)	(5 237)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(15 043 900)	(4 661 159)	927 461
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		33 760	(19 876)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(118 594)	(14 568)
	13		(84 834)	(34 444)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			(2)
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	16	(9 824 200)	213 490	6 869 232
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(29 170 187)	(36 039 419)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(29 170 187)	(36 039 419)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	21		(28 956 697)	(29 170 187)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		2025	2024
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 959 483	5 976 217
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 066 131	4 906 979
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Variation JV placement	4.1	2 693	407
▪ Gain sur cession	4.2	(4 877)	(5 237)
▪ Ajustement	4.3		(2)
	5	10 023 430	10 878 364
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 724 523)	(3 851 198)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	1 788 889	(2 763 148)
Revenus reportés	9	941 433	256 270
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(297 283)	469 394
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	33 760	(19 876)
Autres actifs non financiers	13	(118 594)	(14 568)
	14	10 647 112	4 955 238
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	8 033 591)(	3 980 917)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	4 877	6 636
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 (	)	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(8 028 714)	(3 974 281)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	25 659)(	37 985)
Remboursement ou cession	21	7 206	36 422
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	)	)
Cession	23		
	24	(18 453)	(1 563)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	25	8 986 781	13 140 633
Remboursement de la dette à long terme	26 (	8 297 321)(	11 683 014)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	22 192	(16 508)
Autres			
▪	29.1		
	30	711 652	1 441 111
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	31	3 311 597	2 420 505
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	4 785 582	2 365 077
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	4 785 582	2 365 077
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	35	8 097 179	4 785 582

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville de Rosemère (la Ville) est un organisme municipal existant en vertu de la *Loi sur les cités et villes* de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé présentée aux pages S15 et S23.

**A) Périmètre comptable et partenariats**

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux partenariats suivants:

- Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine
- Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et sont combinés ligne par ligne. Les opérations et les soldes interorganismes sont ensuite éliminés.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise commerciale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

**a) Périmètre comptable**

s.o.

**b) Partenariats**

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de l'administration municipale. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des partenariats suivants selon les proportions indiquées :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

	Quotes-parts 2025	Quotes-parts 2024
<b>Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine (RIAERL)</b>		
Activités de l'exercice :	72,46 %	71,25 %
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	59,47 %	59,37 %
<b>Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (RIPTB)</b>		
Activités de l'exercice :	20,83 %	20,92 %
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	22,00 %	22,08 %

#### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

#### Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Ville de Rosemère, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs, les provisions à l'égard des obligations liées à la mise hors service des immobilisations, la provision pour contestation d'évaluation ainsi que les provisions comptables.

#### C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

**D) Passifs**

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme à l'état consolidé de la situation financière et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

**E) Actifs non financiers**

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

- Infrastructures : 10 - 40 ans
- Bâtiments : 10 - 40 ans
- Améliorations locatives: sur la durée restante du bail
- Véhicules : 5 - 15 ans
- Ameublement et équipement de bureau : 3 - 10 ans
- Machinerie, outillage et équipement divers : 5 - 20 ans

Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

L'amortissement est porté en réduction de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

*Réduction de valeur*

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Actifs incorporels

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

**F) Revenus**

Revenus autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert

Les revenus, autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert, sont constatés lorsque l'opération ou l'événement s'est produit, que l'entité s'attend à en obtenir les avantages économiques futurs et de façon distincte s'il s'agit d'une opération avec ou sans contrepartie (avec ou sans obligation de prestation). Une opération avec contrepartie est une opération dans le cadre de laquelle des biens ou des services sont fournis à un payeur en échange d'une valeur. Dans le cas contraire, une opération sans contrepartie est une opération ou un événement qui n'implique pas de transmission directe de biens ou de services au payeur tels que l'imposition d'une amende ou d'une contravention.

*Les revenus d'une opération avec contrepartie*

Les revenus d'une opération avec contrepartie sont constatés lorsque l'entité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur. Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit identifier si l'opération comprend plusieurs services et biens distincts. Chaque bien ou service distinct s'accompagne d'une obligation de prestation à traiter séparément où le prix de transaction sera réparti sur l'ensemble des biens et services distincts de l'opération.

*Les revenus d'une opération sans contrepartie*

Les revenus d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'une opération ou un événement passé est à l'origine d'un actif.

Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont comptabilisées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

- Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception.
- Les ajustements de revenus de taxes à la suite de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles sont constatés à partir des certificats émis par l'évaluateur qui ont un effet rétroactif sur l'exercice.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits.

#### Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

#### **G) Avantages sociaux futurs**

##### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Pour les employés de l'administration municipale, en plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'administration municipale et de la RIPTB en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode de la valeur marchande: valeur marchande pour le volet courant et valeur lissée 3 ans pour le volet antérieur.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement à la charge de l'exercice. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

Régime de retraite à cotisations déterminés (élus)

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Pour l'administration municipale

- Avantages sociaux futurs :
  - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
  - pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.
- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (OMHS) :
  - à titre de mesure d'allègement lors de l'évaluation initiale d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations : ce DCTP est amorti sur la durée de vie utile restante de l'immobilisation qui fait l'objet d'une OMHS.
- Éléments présentés à l'encontre des DCTP:
  - pour le financement des activités de fonctionnement, soit l'excédent de financement sur les dépenses réalisées concernant des dépenses de fonctionnement (plans directeurs): lorsque les dépenses seront réalisées.

Pour la RIAERL

- Financement à long terme des activités de fonctionnement:
  - pour la dette à long terme de l'audit de l'usine: au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Pour la RIPTB

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

- Avantages sociaux futurs:
  - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestation déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés;
  - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
  - à titre de mesure d'allègement pour le coût relié aux services passés découlant du rétablissement de l'indexation automatique des rentes des retraités aux sens de la Loi RRSM: sur une durée équivalente au financement de ce déficit additionnel (15 ans à compter de l'année 2025).

#### **I) Instruments financiers**

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer et des avantages sociaux à payer, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, l'organisme municipal tient notamment compte de la durée et de l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût, ainsi que de la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

#### **J) Autres éléments**

##### Affectations

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

#### Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunt, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

### 3. Modification de méthodes comptables

.

### 4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	8 097 179	4 785 582
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	8 097 179	4 785 582
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>6</b>	<b>8 097 179</b>	<b>4 785 582</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	7 477 978	4 193 434
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	4 156 000	7 786 000

#### **Note**

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composées des éléments suivants:

- Fonds d'oeuvre d'art: 34 924\$
- Fonds de roulement: 222 760\$
- Fonds de stationnement: 51 817\$
- Fonds de stabilisation des dépenses: 2 240 792\$
- Fonds d'infrastructures: 3 092 469\$
- Fonds vert: 102 858\$
- Fonds de dépenses électorales: 42 410\$
- Fonds de revitalisation: 43 027\$
- Fonds de résilience aux changements climatiques: 100 000\$
- Revenus reportés: 1 544 345\$
- Fonds mazout: 60 936\$
- Excédent affecté: 660 254\$
- Soldes disponibles de règlements d'emprunt fermés: 1 026 737\$
- Financement non utilisé: 1 501 700\$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

Au besoin, la Ville pourrait utiliser la marge de crédit disponible de 5 000 000\$ afin de financer l'utilisation des sommes comprises dans les réserves financières ou les fonds réservés.

## 5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	1 190 521	1 011 480
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	9 402	9 332
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	7 694 105	8 776 043
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	5 779 157	4 285 039
Organismes municipaux	13	783 328	651 312
Autres			
▪ Amendes et frais de cour	14.1	386 076	467 762
▪ Mutations et autres	14.2	3 545 823	2 462 921
	15	19 388 412	17 663 889
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	4 521 225	4 820 185
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19	800 300	883 600
	20	5 321 525	5 703 785
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	277 270	243 228
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	140 446	170 010
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	6 677 535	7 816 090
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	212 955	151 083
Ministère de la Culture et des Communications	26	90 701	181 367
Autres ministères/organismes	27	572 468	457 493
	28	7 694 105	8 776 043

### Note

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à un taux variant de 1,34% à 4,48% (2024 - 0% à 4,48%). Ils viennent à échéance à différentes dates entre 2030 et 2044 (entre 2030 et 2044 en 2024).

## 6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

### Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

**7. Placements de portefeuille**

	2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	34	249 976
Autres placements	35	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	36	
Autres placements	37	
	38	249 976
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	
Provision pour moins-valeur déduite des placements de portefeuille	40	

**Note**

Les placements à titre d'investissement correspondent aux quotes-parts versées annuellement au fonds collectif de franchises d'assurances (administration municipale et RIPTB) et au fonds municipal pour la biodiversité (administration municipale seulement).

**8. Autres actifs financiers**

	2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41	
Autres		
▪	42.1	
	43	

**Note****9. Emprunts temporaires**Ville de Rosemère

Au 31 décembre 2025, la Ville bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 5 000 000\$ et quatre emprunts temporaires d'un montant autorisé de 6 740 000\$, 5 836 700\$, 16 300 000\$ et 3 000 000\$. Tous les emprunts portent intérêt au taux préférentiel. La marge de crédit et les emprunts temporaires sont inutilisées au 31 décembre 2025.

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine

La Régie bénéficie d'une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 50 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2025, cette marge n'était pas utilisée (0\$ en 2024). La Régie dispose aussi de deux financements temporaires portant intérêt au taux préférentiel pour un montant total de 3 344 000\$. Au 31 décembre 2025, ces financements ne sont pas utilisés (0\$ en 2024).

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

La régie de police bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000 \$ portant intérêt sur avances au taux de base de la BMO moins ½ pour cent. Ce prêt ne comporte aucune garantie. De plus, une facilité de crédit Master Card d'un montant de 50 000 \$ est aussi disponible. Ces facilités de crédit sont renouvelables une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

**10. Crédoiteurs et charges à payer**

		2025	2024
Fournisseurs	44	4 858 347	2 213 329
Salaires et avantages sociaux	45	1 924 801	1 505 604
Dépôts et retenues de garantie	46	1 216 247	1 235 267
Provision pour contestations d'évaluation	47		
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette	48.1	335 056	323 670
▪ Autres courus et passifs	48.2	1 506 184	1 124 436
	49	9 840 635	6 402 306

**Note****11. Revenus reportés**

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Programme ATCL - Volet 2	55.1	389 603	
▪ Autres	55.2	155 595	75 000
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	840 059	376 421
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Inscription loisirs et autres	62.1	36 056	31 109
▪ Permis urbanisme	62.2	130 406	127 756
	63	1 551 719	610 286

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,80	5,00	2026	2030	64	43 850 608	43 161 148
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	43 850 608	43 161 148
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	( 332 624)	( 354 816)
					72	43 517 984	42 806 332

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		8 617 944			8 617 944
2027	74		9 751 445			9 751 445
2028	75		10 540 368			10 540 368
2029	76		9 170 910			9 170 910
2030	77		5 769 941			5 769 941
2031 et plus	78					
	79		43 850 608			43 850 608
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		43 850 608			43 850 608

**Note**

Les versements estimatifs sur la dette à long terme de l'administration municipale pour les prochains exercices incluent les refinancements qui devront être réalisés aux échéances suivantes:

- 2026 : 4 403 626 \$
- 2027 : 5 947 000 \$
- 2028 : 7 650 000 \$
- 2029 : 7 033 338 \$
- 2030 : 4 838 000 \$
- Total : 29 871 964 \$

Lors du refinancement, l'administration municipale rembourse le solde au prêteur pour ensuite contracter une nouvelle dette à long terme d'un montant équivalent ou moindre.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

**13. Avantages sociaux futurs**

	2025	2024
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 338 052	2 369
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83 (952 400)	(914 000)
	84 (614 348)	(911 631)
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 912 704	1 776 999
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86 49 300	56 500
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89 43 424	42 294
	90 1 005 428	1 875 793

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****14. Autres passifs**

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92 1 167 578	1 123 319
Autres	93.1	
	94 1 167 578	1 123 319
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95 1 123 319	1 080 738
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ( ) ( )	
Charge de désactualisation <sup>1</sup>	98 44 259	42 581
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100 1 167 578	1 123 319

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

**Note**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent principalement le désamiantage des bâtiments.

La Ville détient un bâtiment patrimonial pour lequel aucune obligation liée à la mise hors service n'est présentée aux états financiers.

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

- Taux d'actualisation: 3.94%
- Période d'actualisation \* : de 20 à 31 ans
- Taux d'inflation: 2.00%

\* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.  
Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 1 557 500\$ (1 557 500\$ au 31 décembre 2024).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

**15. Immobilisations corporelles**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	101	40 931 733	2 080 152		43 011 885
Eaux usées	102	44 009 032	2 371 443		46 380 475
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	57 375 111	1 412 359		58 787 470
Autres					
▪ Autres infrastructures	104.1	21 415 433	520 346		21 935 779
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	27 062 688	1 821 061		28 883 749
Améliorations locatives	107	5 505	15 484		20 989
Véhicules	108	4 417 418	125 096	44 833	4 497 681
Ameublement et équipement de bureau	109	4 894 002	297 572	37 685	5 153 889
Machinerie, outillage et équipement divers	110	6 693 162	268 782	261 825	6 700 119
Terrains	111	13 029 504	57 666		13 087 170
Autres	112	190 460			190 460
	113	220 024 048	8 969 961	344 343	228 649 666
Immobilisations en cours	114	1 855 695	757 329		2 613 024
	115	221 879 743	9 727 290	344 343	231 262 690
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	116	21 283 831	939 910		22 223 741
Eaux usées	117	18 885 202	972 438		19 857 640
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	31 300 784	1 094 677		32 395 461
Autres					
▪ Autres infrastructures	119.1	14 512 987	621 571		15 134 558
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	12 939 091	710 453		13 649 544
Améliorations locatives	122	1 073	2 490		3 563
Véhicules	123	2 913 953	232 877	44 833	3 101 997
Ameublement et équipement de bureau	124	4 396 507	209 850	37 685	4 568 672
Machinerie, outillage et équipement divers	125	4 875 854	281 865	261 825	4 895 894
Autres	126	190 460			190 460
	127	111 299 742	5 066 131	344 343	116 021 530
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	128	110 580 001			115 241 160
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	131				

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

**16. Propriétés destinées à la revente**

	2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

**Note****17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>				
▪	138.1			
	139			
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>				
▪	140.1			
	141			
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	142			

**Note****18. Autres actifs non financiers**

	2025	2024
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	143.1	254 596
Autres		136 002
▪	144.1	
	145	254 596
		136 002

**Note****19. Obligations contractuelles**

En vertu de contrats et ententes, la Ville et les organismes contrôlés se sont engagés à verser un montant total de 29 114 897 \$.

Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochaines années sont les suivants :

- 2026 : 11 494 204 \$
- 2027 : 2 955 699 \$
- 2028 : 2 542 296 \$
- 2029 : 1 554 468 \$
- 2030 et suivantes : 10 568 230 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

**20. Droits contractuels**Ville de Rosemère

Au 31 décembre 2025, la Ville a des baux et des ententes ayant des échéances entre 2026 et 2038. Les revenus locatifs estimatifs et le remboursement des salaires réels tel que prévu aux ententes s'élèvent à 5 414 599 \$ et se détaillent comme suit :

- 2026 : 426 957 \$
- 2027 : 415 954 \$
- 2028 : 423 773 \$
- 2029 : 395 601 \$
- 2030 : 399 733 \$
- 2031 et suivantes : 3 352 580 \$

Dans le cadre de programmes de subventions sur les infrastructures et sur un fonds d'atténuation et d'adaptation en matières de catastrophes, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 6 816 540 \$ à la Ville pour des travaux admissibles. Au 31 décembre 2025, des revenus cumulatifs de 3 100 800 \$ ont été comptabilisés à titre de revenus d'investissement et un solde de 3 715 740 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 1 102 342 \$ et ont des échéances entre 2026 et 2044. Les versements prévus se répartissent ainsi :

- 2026 : 142 611 \$
- 2027 : 130 237 \$
- 2028 : 119 521 \$
- 2029 : 109 065 \$
- 2030 : 98 247 \$
- 2031 et suivantes : 502 661 \$

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

La Régie a signé une entente de services pour un centre d'appels et de répartition secondaire incendie. Cette entente a été renouvelée en 2023 sur une période de 10 ans. La quote-part de la Ville dans les revenus prévus dans l'entente est:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

- 2026 : 88 478 \$
- 2027 : 91 132 \$
- 2028 : 93 866 \$
- 2029 : 96 682 \$
- 2030 et suivantes : 388 804 \$

Dans le cadre d'un programme d'aide financière pour la mise en oeuvre du projet pour une ressource dédiée à la violence conjugale, le Ministère de la Sécurité publique s'est engagé à verser une somme pour des travaux admissibles en 2026, représentant une quote-part de 32 843 \$ pour la Ville.

Dans le cadre d'un programme d'aide financière pour la mise en oeuvre du programme de soutien aux pratiques policières concertées en matière de santé mentale et l'itinérance, le Ministère de la Sécurité publique s'est engagé à verser des sommes représentant une quote-part pour la ville de :

- 2026 : 26 047\$
- 2027 : 27 180\$

## 21. Passifs éventuels

.

### A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
<b>Emprunts temporaires</b>			
▪	146.1		
	147		
<b>Dettes à long terme</b>			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

### B) Auto-assurance

S.O.

### C) Poursuites

Au 31 décembre 2025, les réclamations pendantes s'élèvent à 2 376 601 \$. Une provision de 637 405 \$ a été comptabilisée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

La Ville est co-défenderesse dans un litige en expropriation déguisée. Elle est poursuivie conjointement et solidairement avec la MRC Thérèse-De-Blainville et la Communauté métropolitaine de Montréal pour un montant de 279 000 000 \$, plus des dommages et intérêts, ou, subsidiairement, un montant en dommages de 58 261 299 \$ à parfaire, ainsi qu'un montant de 4 673 370 \$ relatif à un pourvoi en contrôle judiciaire. Aucune provision n'a été comptabilisée pour ce litige.

À la date des états financiers, il n'est pas possible de prévoir l'issue de ces débats juridiques. Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter une somme supplémentaire à celle provisionnée, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin soit : les indemnisations des polices d'assurance, la provision pour éventualité, le fonds de stabilisation de dépenses, l'excédent accumulé non affecté, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

**D) Autres**

Au 31 décembre 2025, une provision de 190 900 \$ a été comptabilisée, relativement à des remboursements éventuels concernant une entente de service.

Contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Le 11 avril 2024, la Cour suprême du Canada a mis fin à la première partie du débat dans l'affaire visant la contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la « Loi RRSM »). Comme les dispositions de la Loi RRSM permettant de suspendre l'indexation automatique des rentes des retraités ont été jugées inconstitutionnelles, invalides et inopérantes, une seconde partie sur les mesures compensatoires devra avoir lieu. Elle ne visera toutefois que les régimes pour lesquels l'organisme municipal a décidé de suspendre en totalité ou en partie l'indexation automatique des rentes des retraités à compter du 1er janvier 2017.

Puisque le régime de la Ville n'offrait pas d'indexation automatique avant l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence sur le régime.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

Toutefois, la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville s'était prévaluée de la suspension de l'indexation pour les participants retraités dans le cadre de la Loi RRSM. Considérant qu'il s'agit d'une révision d'estimation comptable, l'incidence de la suspension a été reconnue aux résultats au 31 décembre 2024 pour un montant de 551 754\$ attribuable à la Ville de Rosemère. Cette estimation pourrait devoir être révisée à la lumière de nouvelles informations disponibles. Ensuite, dans un jugement rendu le 28 mars 2025, la Cour supérieure confirme que les retraités, dont l'indexation de la rente avait été suspendue, ont droit au paiement des intérêts et de l'indemnité additionnelle depuis le 1er janvier 2017. À la date de la mise au point définitive des états financiers, le montant n'a pas été déterminé.

**Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville**

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par la Fraternité des policiers et policières de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville ou le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4708 pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

**22. Actifs éventuels**

s.o.

**23. Éléments sans effet sur la trésorerie**

Les opérations liées aux activités d'investissement qui n'entraînent pas de mouvement de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie et qui sont exclues de l'état consolidé des flux de trésorerie sont les suivants:

	2025	2024
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses:		
• dans les créditeurs et charges à payer	1 693 700 \$	1 105 655 \$

**24. Redressement aux exercices antérieurs**

s.o.

**25. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé représente la combinaison du budget initial adopté par le Conseil municipal reclassé pour fins de comparaison et des budgets adoptés par la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et Lorraine et par la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville, après élimination des opérations réciproques.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

## **26. Instruments financiers**

### **Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

### **Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

#### *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

#### *Débiteurs*

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Non en souffrance	14 175 938 \$	13 814 393 \$
En souffrance :		
• Moins de 30 jours	1 117 016 \$	629 022 \$
• De 30 à 60 jours	15 007 \$	32 203 \$
• Plus de 60 jours	30 571 \$	61 682 \$
Total	15 338 532 \$	14 537 300 \$

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

#### *Placements de portefeuille*

L'organisme municipal atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. L'organisme municipal considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

#### **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

Au 31 décembre 2025	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	4 ans et plus	Total
Emprunt				0 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	9 378 363 \$	46 850 \$		9 425 213 \$
Intérêts courus à payer	335 056 \$			335 056 \$
Dettes	8 531 318 \$	29 277 967 \$	6 041 323 \$	43 850 608 \$
	18 244 737 \$	29 324 817 \$	6 041 323 \$	53 610 877 \$

Au 31 décembre 2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	4 ans et plus	Total
Emprunt				0 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	5 867 489 \$	6 254 \$		5 873 743 \$
Intérêts courus à payer	323 670 \$			323 670 \$
Dettes	8 288 940 \$	16 721 093 \$	18 151 115 \$	43 161 148 \$
	14 480 099 \$	16 727 347 \$	18 151 115 \$	49 358 561 \$

**Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. L'organisme municipal est exposé à ce risque.

**Risque de taux d'intérêt**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent régulièrement.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

Au 31 décembre 2025	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
• Trésorerie et équivalents de trésorerie		8 091 214 \$	8 091 214 \$
Passifs financiers			
• Dettes	42 850 608 \$		42 850 608 \$

Au 31 décembre 2024	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
• Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 781 092 \$	4 781 092 \$
Passifs financiers			
• Dettes	43 161 148 \$		43 161 148 \$

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 359 006 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2025 (388 050 \$ en 2024).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

**27. Données comparatives**

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été regroupées ou reclassées.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	30 368 212	31 218 200	31 423 677			31 423 677
Compensations tenant lieu de taxes	2	604 810	632 200	624 090			624 090
Quotes-parts	3					7 160 743	
Transferts	4	1 734 170	2 265 100	2 000 856		70 696	2 071 552
Services rendus	5	2 395 718	2 636 900	2 521 047		483 872	2 781 072
Imposition de droits	6	3 200 003	2 600 000	4 624 555			4 624 555
Amendes et pénalités	7	528 950	790 100	708 862		816 021	1 524 883
Revenus de placements de portefeuille	8	225 937	100 000	114 206			114 206
Autres revenus d'intérêts	9	207 945	170 000	258 804		53 361	312 165
<b>Autres revenus</b>							
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10		300 000	563 533			563 533
Autres	11	110 451	6 500	31 918		41 892	311 644
Effet net des opérations de restructuration	12						
	13	39 376 196	40 719 000	42 871 548		8 626 585	44 351 377
<b>Investissement</b>							
Taxes	14						
Quotes-parts	15						
Transferts	16	6 754 625	7 996 700	4 644 829			4 644 829
Imposition de droits	17						
<b>Autres revenus</b>							
Contributions des promoteurs	18	53 947	300 500				
Autres	19	29 397	513 100	31 718			31 718
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20						
Effet net des opérations de restructuration	21						
	22	6 837 969	8 810 300	4 676 547			4 676 547
	23	46 214 165	49 529 300	47 548 095		8 626 585	49 027 924

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus</b>	24	46 214 165	49 529 300	47 548 095		8 626 585	49 027 924
<b>Charges</b>							
Administration générale	25	5 643 484	6 578 700	6 469 796	196 391		6 666 187
Sécurité publique	26	6 441 605	6 572 300	6 551 349		7 016 934	8 486 040
Transport	27	6 468 732	7 356 900	6 734 275	1 493 913		8 228 188
Hygiène du milieu	28	8 690 687	9 675 300	9 365 622	1 992 689	1 777 365	11 048 035
Santé et bien-être	29	214 121	242 700	231 880			231 880
Aménagement, urbanisme et développement	30	1 447 389	2 097 000	2 064 389	47 098		2 111 487
Loisirs et culture	31	4 539 441	5 121 400	4 825 434	899 832		5 725 266
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	1 500 091	1 714 000	1 532 660		38 698	1 571 358
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	4 511 451	4 792 700	4 629 923 (	4 629 923)		
	36	39 457 001	44 151 000	42 405 328		8 832 997	44 068 441
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	37	6 757 164	5 378 300	5 142 767		(206 412)	4 959 483

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	1	6 757 164	5 378 300	5 142 767	(206 412)	4 959 483
Moins : revenus d'investissement	2	(6 837 969)	(8 810 300)	(4 676 547)	( )	(4 676 547)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(80 805)	(3 432 000)	466 220	(206 412)	282 936
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>						
Amortissement	4	4 511 451	4 792 700	4 629 923	459 336	5 066 131
Produit de cession	5				4 877	4 877
(Gain) perte sur cession	6				(4 877)	(4 877)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	4 511 451	4 792 700	4 629 923	459 336	5 066 131
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12	34 151	25 000	7 206		7 206
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				2 693	2 693
	15	34 151	25 000	7 206	2 693	9 899
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		1 426 600			
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 465 221)	(3 652 800)	(3 649 740)	(114 565)	(3 764 305)
	18	(3 465 221)	(2 226 200)	(3 649 740)	(114 565)	(3 764 305)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	(32 874)	(29 000)	(47 747)	(56 870)	(104 617)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	164 500	(164 500)		54 482	54 482
Excédent de fonctionnement affecté	21		432 100	472 300	191 640	663 940
Réserves financières et fonds réservés	22	90 261	651 600	365 110	(52 786)	312 324
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	92 864	(49 700)	37 840	(56 516)	(18 676)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	314 751	840 500	827 503	79 950	907 453
	26	1 395 132	3 432 000	1 814 892	427 414	2 219 178
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	1 314 327		2 281 112	221 002	2 502 114

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

	Réalizations 2024		Réalizations 2025	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	6 837 969	4 676 547	4 676 547
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	99 049)(	166 182)(	) (166 182)
Sécurité publique	3 (	) (	) (	190 395)(190 395)
Transport	4 (	2 173 824)(	4 515 814)(	) (4 515 814)
Hygiène du milieu	5 (	960 789)(	2 816 638)(	70 998)(2 887 636)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	45 579)(	) (	) (
Loisirs et culture	8 (	417 561)(	1 967 263)(	) (1 967 263)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (
	11 (	3 696 802)(	9 465 897)(	261 393)(9 727 290)
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	12 (	) (	) (	) (
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Émission ou acquisition	13 (	32 874)(	18 760)(	6 899)(25 659)
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	4 126 004	4 500 000	330 7814 830 781
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	15	32 874	47 747	56 870104 617
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16			
Excédent de fonctionnement affecté	17			
Réserves financières et fonds réservés	18	287 500	317 400	317 400
	19	320 374	365 147	56 870422 017
	20	716 702	(4 619 510)	119 359(4 500 151)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	7 554 671	57 037	119 359176 396

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		2024		2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 810 446	7 184 804	912 375	8 097 179
Débiteurs (note 5)	2	17 400 916	19 017 949	494 586	19 388 412
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	217 534	229 088	20 888	249 976
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	21 428 896	26 431 841	1 427 849	27 735 567
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	5 591 700	8 957 707	1 007 051	9 840 635
Revenus reportés (note 11)	12	609 952	1 544 345	7 374	1 551 719
Dettes à long terme (note 12)	13	42 259 184	42 749 376	768 608	43 517 984
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	337 000	199 400	414 948	614 348
Autres passifs (note 14)	15	1 123 319	1 167 578		1 167 578
	16	49 921 155	54 618 406	2 197 981	56 692 264
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(28 492 259)	(28 186 565)	(770 132)	(28 956 697)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	106 784 640	111 620 614	3 620 546	115 241 160
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	663 781	630 021		630 021
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	92 718	127 577	127 019	254 596
	23	107 541 139	112 378 212	3 747 565	116 125 777
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	2 731 810	4 582 216	551 187	5 133 403
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 132 554	660 254	146 774	807 028
Réserves financières et fonds réservés	26	6 479 053	7 018 728	106 118	7 124 846
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	1 221 987)	1 259 827)	641 842)	1 901 669)
Financement des investissements en cours	28	(156 401)	(890 843)	(103 584)	(994 427)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	70 083 851	74 081 119	2 918 780	76 999 899
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	79 048 880	84 191 647	2 977 433	87 169 080
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
<b>Rémunération</b>					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	10 136 100	9 825 001	14 659 723	13 151 806
<b>Charges sociales</b>					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 867 600	2 605 026	3 647 189	3 999 349
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	1 332 400	1 482 371	2 841 776	2 674 002
Autres biens et services	8	13 431 700	12 328 512	13 078 867	12 508 475
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 534 600	1 368 475	1 400 502	1 330 705
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	137 900	158 101	158 101	148 601
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	41 500	6 084	12 755	92 574
<b>Contributions</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	9 580 300	9 714 108	2 791 199	2 577 740
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	296 200	287 727	320 724	269 469
<b>Amortissement</b>					
Immobilisations corporelles	19	4 792 700	4 629 923	5 066 131	4 906 979
Actifs incorporels achetés	20				
<b>Autres</b>					
Autres	21.1			91 474	40 788
	22	44 151 000	42 405 328	44 068 441	41 700 488

**Note**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		2025	2024
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 133 403	3 273 849
Excédent de fonctionnement affecté	2	807 028	1 324 193
Réserves financières et fonds réservés	3	7 124 846	6 517 403
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 1 901 669)	( 1 931 997)
Financement des investissements en cours	5	(994 427)	(379 115)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	76 999 899	73 405 264
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	87 169 080	82 209 597
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	4 582 216	2 731 810
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	551 187	542 039
	11	5 133 403	3 273 849
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Transport en commun	12.1	660 254	660 254
▪ Équilibre budgétaire	12.2		432 100
▪ Engagements	12.3		40 200
	13	660 254	1 132 554
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪ Équilibre budgétaire	14.1	135 996	191 639
▪ Engagements	14.2	10 778	
	15	146 774	191 639
	16	807 028	1 324 193

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

	2025	2024
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪ Fonds d'oeuvre d'art	18.1	34 924
▪ Fonds d'infrastructures	18.2	3 092 468
▪ Fonds de stabilisation de dépenses	18.3	2 240 791
▪ Fonds vert	18.4	102 859
▪ Fonds de revitalisation	18.5	43 027
▪ Fonds mazout	18.6	60 936
▪ Fonds de résilience aux changements climatiques	18.7	100 000
	19	5 675 005
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪ RIAERL - Fonds de stabilisation de dépenses	21.1	29 345
	22	29 345
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	222 759
Organismes contrôlés et partenariats	24	76 545
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	1 026 737
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Montant non réservé		
Administration municipale	27	
Organismes contrôlés et partenariats	28	228
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	42 410
Autres		
▪ Fonds de stationnement	32.1	51 817
	33	1 420 496
	34	7 124 846
		883 666
		6 517 403

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

	2025	2024
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ( 16 081)( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ( 179 000)( )	179 000)
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ( 579 161)( )	33 069)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ( ) ( )	( )
Autres	39 ( ) ( )	630 123)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ( 190 000)( )	190 000)
	41 ( 964 242)( )	1 032 192)
Assainissement des sites contaminés	42 ( ) ( )	( )
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 ( 890 827)( )	940 475)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ( ) ( )	( )
Autres	45.1 ( ) ( )	( )
▪	46 ( 1 855 069)( )	1 972 667)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	48 ( ) ( )	( )
Autres	49.1 ( ) ( )	( )
▪	50 ( ) ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Frais d'émission de la dette à long terme	51 ( ) ( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	52 ( ) ( )	( )
Autres	53 ( ) ( )	( )
▪ Dette à LT des activités de fonctionnement (plans directeurs)	54.1 ( 46 600)( )	57 164)
	55 ( 46 600)( )	57 164)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	97 834
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres	60.1	
▪	61	97 834
	62 ( 1 901 669)( )	1 931 997)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

	2025	2024
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	63 1 534 610	1 838 307
Investissements à financer	64 ( 2 529 037)(	2 217 422)
	65 (994 427)	(379 115)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 115 241 160	110 580 001
Propriétés destinées à la revente	67	
Prêts	68	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69 249 976	234 216
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70	
	71 115 491 136	110 814 217
Ajustements aux éléments d'actif	72	
	73 115 491 136	110 814 217
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 ( 43 517 984)(	42 806 332)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 ( 332 624)(	354 816)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 5 321 525	5 703 785
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 46 600	57 164
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	
	79 ( 38 482 483)(	37 400 199)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 ( 8 754)(	8 754)
	81 ( 38 491 237)(	37 408 953)
	82 76 999 899	73 405 264

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	_____	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____	

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Le régime de retraite des employés de l'administration municipale et le régime de retraite des employés de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (RIPTB) sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec (L.R.Q., chapitre R - 15.1) et de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des trois meilleures années de rémunération ou de la moyenne des huit meilleures années de rémunération pour certains employés de la RIPTB. Ces avantages varient en fonction de l'employeur et du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se retrouve un employé et la période de services rendus. Les participants et les employeurs se partagent le financement de leur régime respectif par le versement de cotisations.

L'évaluation actuarielle la plus récente de l'administration municipale des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée le 31 décembre 2022.

**La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la "Loi"). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le "service antérieur") et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le "service postérieur"). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

	2025	2024	
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	2 369	428 463
Charge de l'exercice	4 (	912 704)(	1 776 999)
Cotisations versées par l'employeur	5	1 248 387	1 350 905
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	338 052	2 369
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	59 354 130	55 055 229
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	58 640 799)(	54 620 215)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	713 331	435 014
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(375 279)	(432 645)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	338 052	2 369
Provision pour moins-value	12 (	_____)	_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	338 052	2 369

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

	2025	2024
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	23 662 229
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	23 826 215)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	163 986)
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	2 126 823
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	551 754
Cotisations salariales des employés	20	2 678 577
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 (	1 145 953)
	22 (	)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23	1 532 624
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24	190 899
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26	
Variation de la provision pour moins-value	27	
Autres	28	
▪	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	1 723 523
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	2 968 132
Rendement espéré des actifs	32 (	2 914 656)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	53 476
Charge de l'exercice	34	1 776 999
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	4 409 391
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	2 914 656)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	1 494 735
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	287 270
Prestations versées au cours de l'exercice	39	2 278 310
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	55 482 229
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	6 803 946
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	16
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	13
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	33

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		2025	2024
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,02 %	6,11 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,11 %	5,84 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

Les employés de l'administration municipale bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux complémentaires de retraite qui comprennent notamment l'assurance-vie et la couverture de soins de santé.

	2025	2024
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (914 000)	(870 700)
Charge de l'exercice	56 ( 49 300)(	56 500)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 10 900	13 200
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (952 400)	(914 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( 714 800)(	651 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (714 800)	(651 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (237 600)	(263 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (952 400)	(914 000)
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (952 400)	(914 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( 714 800)(	(651 000))
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( 714 800)(	(651 000))

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

	2025	2024
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	55 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	54 400
	72	55 400
Cotisations salariales des employés	73 (	)(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)(
	75	55 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(37 300)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	(25 200)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	18 100
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	31 200
Rendement espéré des actifs	84 (	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	31 200
Charge de l'exercice	86	49 300
		56 500
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	11 900
Prestations versées au cours de l'exercice	91	10 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		12 600
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	13 200
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	12
		12
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	4,65 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	4,45 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	2,75 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	2,75 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	5,30 %
Autres hypothèses économiques		4,00 %
▪	103.1	2040

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
		<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
		<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

		<b>2025</b>	<b>2024</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	16	16

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	118	12 901	12 550
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	119	43 424	42 294
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	43 424	42 294

**Note**

## **Renseignements financiers consolidés non audités**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
<b>TAXES</b>				
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	24 460 500	24 589 610	24 589 610
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	3 601 300	3 651 514	3 651 514
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	28 061 800	28 241 124	28 241 124
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 921 200	1 950 714	1 950 714
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	679 600	663 151	663 151
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
Autres	17.1			
Centres d'urgence 9-1-1	18	80 000	92 273	92 273
Service de la dette	19	22 200	22 219	22 219
Pouvoir général de taxation	20	453 400	454 196	454 196
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	3 156 400	3 182 553	3 182 553
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	3 156 400	3 182 553	3 182 553
	28	31 218 200	31 423 677	31 423 677
				30 368 212

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2025</b>	<b>Réalisations 2025</b>	<b>Réalisations 2025</b>	<b>Réalisations 2024</b>
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	82 200	81 191	81 191
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	550 000	542 899	542 899
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	632 200	624 090	624 090
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	632 200	624 090	624 090
				604 810

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	48			13 136
<b>Sécurité publique</b>				
Police	49		64 791	151 480
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52			14 331
Autres	53			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	50 400		
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	82 700	5 263	41 011
Réseau de distribution de l'eau potable	65	55 200	107 819	103 121
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67		50 282	45 510
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69	215 000	170 069	146 564
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74	128 000		16 918
Autres	75			

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	84	83 400	13 121	13 121
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	96 900	87 093	87 093
Autres	86	3 890	3 890	2 677
<b>Réseau d'électricité</b>	87			
	88	711 600	437 537	502 328
			649 207	

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	89	10 400		
<b>Sécurité publique</b>				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	95			
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97	304 100	571 997	571 997
Transport collectif				921 870
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105	185 300		
Réseau de distribution de l'eau potable	106	2 876 400	2 006 002	2 006 002
Traitement des eaux usées	107			
Réseaux d'égout	108	4 477 100	2 055 655	2 055 655
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125	143 400	11 175	11 175
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	7 996 700	4 644 829	4 644 829
				6 754 625

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2025</b>	<b>Réalisations 2025</b>	<b>Réalisations 2025</b>	<b>Réalisations 2024</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	550 000	559 737	437 942
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	1 003 500	1 003 582	742 841
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139		5 905	58 479
	140	1 553 500	1 563 319	1 239 262
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	141	10 261 800	6 645 685	8 643 094

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffes et application de la loi	142	118 800	117 359	103 801
Évaluation	143			
Autres	144	356 900	342 876	158 459
	145	475 700	460 235	283 331
<b>Sécurité publique</b>				
Police	146	50 000	26 386	20 410
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	50 000	26 386	20 410
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	1 491 600	1 366 749	1 349 909
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			4 676
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	1 491 600	1 366 749	1 349 909
				1 251 756

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
		174		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
		179		
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
		183		
<b>Réseau d'électricité</b>	184			
	185	2 017 300	1 853 370	1 653 650
				1 547 808

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2025</b>	<b>Réalisations 2025</b>	<b>Réalisations 2025</b>	<b>Réalisations 2024</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	437 600	445 675	470 686
	189	437 600	445 675	470 686
<b>Sécurité publique</b>				
Police	190			415 860
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192			
Sécurité civile	193			
Autres	194	12 300	11 327	446 061
	195	12 300	11 327	446 061
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	196			
Enlèvement de la neige	197			
Autres	198			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203	11 900	18 461	18 461
	204	11 900	18 461	18 461
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			
Matières recyclables	210			
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214	23 600	24 537	24 537
	215	23 600	24 537	24 537

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	12 300	16 580	16 580
	225	12 300	16 580	14 970
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	226			
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	22 100	15 580	15 580
Autres	228	99 800	135 517	138 201
	229	121 900	151 097	151 097
<b>Réseau d'électricité</b>	230			
	231	619 600	667 677	1 127 422
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	232	2 636 900	2 521 047	2 646 890

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	233	300 000	374 132	210 675
Droits de mutation immobilière	234	2 300 000	4 250 423	2 989 328
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	2 600 000	4 624 555	3 200 003
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	238	790 100	708 862	1 152 605
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	239	100 000	114 206	225 937
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	240	170 000	258 804	276 604
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		4 877	5 237
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245	300 500	17 345	53 947
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			40 954
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248	300 000	563 533	563 533
Autres	249	1 000	8 241	63 757
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	5 500	38 050	394 655
	252	607 000	627 169	906 895
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	253			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

*Non audité*

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	550 000	546 423	15 358	561 781	561 781	544 660
Greffe et application de la loi	2	1 570 000	1 698 990	41 857	1 740 847	1 740 847	1 269 740
Gestion financière et administrative	3	2 663 400	2 635 376	97 321	2 732 697	2 732 697	2 513 185
Évaluation	4	110 200	46 835	1 317	48 152	48 152	108 045
Gestion du personnel	5	504 400	479 985	13 491	493 476	493 476	439 210
Autres							
▪ Communications	6.1	1 085 600	962 315	27 047	989 362	989 362	880 911
▪ Santé social	6.2	95 100	99 872		99 872	99 872	92 910
	7	6 578 700	6 469 796	196 391	6 666 187	6 666 187	5 848 661
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	8	5 189 200	5 188 121		5 188 121	7 104 207	7 269 516
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9	85 000	64 781		64 781	64 781	73 596
Autres	10	1 061 300	1 218 820		1 218 820	1 218 820	1 118 724
Sécurité civile	11	202 500	45 117		45 117	45 117	295 193
Autres	12	34 300	34 510		34 510	53 115	45 455
	13	6 572 300	6 551 349		6 551 349	8 486 040	8 802 484
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 903 600	2 846 837	1 450 019	4 296 856	4 296 856	4 537 757
Enlèvement de la neige	15	1 001 900	1 435 666	14 062	1 449 728	1 449 728	1 002 193
Éclairage des rues	16	177 400	190 023		190 023	190 023	191 281
Circulation et stationnement	17	177 500	177 449		177 449	177 449	193 538
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 095 500	2 083 265	29 832	2 113 097	2 113 097	2 003 372
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 000	1 035		1 035	1 035	964
	22	7 356 900	6 734 275	1 493 913	8 228 188	8 228 188	7 929 105

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

*Non audité*

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024	
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 862 700	2 409 193	367 358	2 776 551	2 678 086	2 324 596
Réseau de distribution de l'eau potable	24	668 000	1 006 604	640 840	1 647 444	1 647 444	1 440 991
Traitement des eaux usées	25	1 747 300	1 796 710		1 796 710	1 584 899	1 503 321
Réseaux d'égout	26	990 000	916 384	953 301	1 869 685	1 869 685	1 819 835
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	353 500	367 934		367 934	367 934	373 315
Élimination	28	272 300	244 344		244 344	244 344	262 910
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	431 500	655 983		655 983	655 983	436 251
Tri et conditionnement	30	615 400	676 044		676 044	676 044	871 631
Matières organiques							
Collecte et transport	31	454 200	459 128	31 190	490 318	490 318	480 972
Traitement	32	158 800	146 214		146 214	146 214	149 266
Matériaux secs							
Autres							
Plan de gestion							
Autres							
Cours d'eau							
Protection de l'environnement	38	1 114 500	679 582		679 582	679 582	761 019
Autres	39	7 100	7 502		7 502	7 502	6 983
	40	9 675 300	9 365 622	1 992 689	11 358 311	11 048 035	10 431 090
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Habitation							
Logement social	41						
Autres	42						
Sécurité du revenu							
Autres	44	242 700	231 880		231 880	231 880	214 121
	45	242 700	231 880		231 880	231 880	214 121

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

*Non audité*

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 963 500	1 931 724	47 098	1 978 822	1 978 822	1 371 064
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49						
Tourisme	50						
Autres	51	67 700	65 077		65 077	65 077	50 824
Autres	52	65 800	67 588		67 588	67 588	64 090
	53	2 097 000	2 064 389	47 098	2 111 487	2 111 487	1 485 978
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	548 900	535 851	141 101	676 952	676 952	619 051
Patinoires intérieures et extérieures	55	732 800	726 620	191 334	917 954	917 954	779 758
Piscines, plages et ports de plaisance	56	255 200	248 145	65 342	313 487	313 487	316 633
Parcs et terrains de jeux	57	1 444 400	1 223 444	267 448	1 490 892	1 490 892	1 534 621
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	301 200	285 434	75 161	360 595	360 595	403 744
Autres	60	140 700	147 770		147 770	147 770	138 714
	61	3 423 200	3 167 264	740 386	3 907 650	3 907 650	3 792 521
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	221 000	187 576	62 506	250 082	250 082	200 229
Bibliothèques	63	1 477 200	1 470 594	96 940	1 567 534	1 567 534	1 424 419
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66						
	67	1 698 200	1 658 170	159 446	1 817 616	1 817 616	1 624 648
	68	5 121 400	4 825 434	899 832	5 725 266	5 725 266	5 417 169

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

*Non audité*

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	69						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dette à long terme							
Intérêts	70	1 534 500	1 399 559		1 399 559	1 431 586	1 351 720
Autres frais	71	138 000	127 017		127 017	127 017	127 586
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	25 300	(8 800)		(8 800)	(4 496)	80 776
Autres	73	16 200	14 884		14 884	17 251	11 798
	74	1 714 000	1 532 660		1 532 660	1 571 358	1 571 880
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	75						
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>	76	4 792 700	4 629 923 (	4 629 923)			

# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2025**

# Table des matières

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus <sup>1</sup>	12

## **Autres renseignements**

Questionnaire	13
---------------	----

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 929 322	1 929 322	189 477
Usines de traitement de l'eau potable	2	344 099	344 099	244 126
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	3 260 733	3 260 733	476 644
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 463 797	1 463 797	1 195 230
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	359 492	359 492	302 713
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	147 802	147 802	184 631
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 582 599	1 582 599	106 381
Améliorations locatives	15		14 286	7 657
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	28 089	125 097	863 138
Ameublement et équipement de bureau	18	107 418	155 963	163 354
Machinerie, outillage et équipement divers	19	184 880	286 434	239 100
Terrains	20	57 666	57 666	8 466
Autres	21			
	22	9 465 897	9 727 290	3 980 917

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025  
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	1 922 384	1 922 384	167 898
Usines de traitement de l'eau potable	2	344 099	344 099	244 126
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	3 253 795	3 253 795	455 065
Autres infrastructures	5	1 819 820	1 819 820	1 487 154
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	6 938	6 938	21 579
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	6 938	6 938	21 579
Autres infrastructures	10	3 469	3 469	10 789
Autres immobilisations corporelles	11	2 108 454	2 369 847	1 572 727
	12	9 465 897	9 727 290	3 980 917

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

*Non audité*

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	2 656 240	2 127 906	1 382 409	3 401 737
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	29 600		21 600	8 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	34 771 523	2 702 875	2 355 052	35 119 346
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	37 457 363	4 830 781	3 759 061	38 529 083
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 820 185		298 960	4 521 225
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12	883 600		83 300	800 300
	13	5 703 785		382 260	5 321 525
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	5 703 785		382 260	5 321 525
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	5 703 785		382 260	5 321 525
	19	43 161 148	4 830 781	4 141 321	43 850 608
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	<b>22</b>	<b>43 161 148</b>	<b>4 830 781</b>	<b>4 141 321</b>	<b>43 850 608</b>

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

**Non audité**

		2025	2024
<b>Administration municipale</b>			
Dette à long terme	1	43 082 000	42 614 000
<b>Ajouter</b>			
Activités d'investissement à financer	2	2 391 953	1 845 731
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
<b>Déduire</b>			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	3 401 737	2 656 240
Débiteurs	8	5 321 525	5 703 785
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	1 220 421	1 396 144
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	35 530 270	34 703 562
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>			
Endettement net à long terme	13	851 919	800 919
Endettement net à long terme	14	36 382 189	35 504 481
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16	497 850	338 412
Autres organismes	17	3 382 000	3 082 000
Endettement total net à long terme	18	40 262 039	38 924 893
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	40 262 039	38 924 893
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
<b>Administration générale</b>				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	156 800	161 572	152 810
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	5 027 800	5 027 951	218
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 035 300	2 035 212	1 920 011
Autres	10	1 000	1 035	964
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	1 826 600	1 895 176	
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	7 100	7 502	6 983
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation	16	154 500	162 306	151 120
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	230 500	275 584	207 138
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	140 700	147 770	138 714
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>	24			
	25	9 580 300	9 714 108	2 791 199
				2 577 740

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

*Non audité*

		2025	2024
<b>Rémunération</b>	1	148 222	137 675
<b>Charges sociales</b>	2	43 343	35 272
<b>Biens et services</b>	3	9 274 332	3 523 855
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	9 465 897	3 696 802

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année<sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération (dollars)</b>	<b>Charges sociales (dollars)</b>	<b>Total <sup>1</sup> (dollars)</b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	30,37	35,00	54 076,00	3 571 296	945 729	4 517 025
Professionnels	2						
Cols blancs	3	42,00	35,00	78 968,00	3 016 120	798 711	3 814 831
Cols bleus	4	28,61	40,00	61 130,00	2 987 361	791 095	3 778 456
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	100,98		194 174,00	9 574 777	2 535 535	12 110 312
Élus	9	7,00			398 446	112 834	511 280
	10	107,98			9 973 223	2 648 369	12 621 592

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	5 263				5 263
Réseau de distribution de l'eau potable	3	107 819	793 537	1 212 464		2 113 820
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	50 282	790 047	1 064 008	201 600	2 105 937
Autres	6	1 837 492	271 828	235 924	75 421	2 420 665
	7	2 000 856	1 855 412	2 512 396	277 021	6 645 685

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

**Non audité**

		2025	2024
<b>Administration générale</b>			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	5 848	36 558
	4	5 848	36 558
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5	8 545	9 387
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	8 545	9 387
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	395 468	340 539
Enlèvement de la neige	12	1 230	1 240
Autres	13	14 879	11 953
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	411 577	353 732
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	79 281	61 293
Réseau de distribution de l'eau potable	18	212 910	191 827
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	439 345	448 691
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22	7 979	5 617
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25	1 966	2 540
Autres	26		
	27	741 481	709 968
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34	979	1 135
Promotion et développement économique	35		
Autres	36	14 884	9 388
	37	15 863	10 523
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	38	349 346	379 580
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		343
Autres	40		
	41	349 346	379 923
<b>Réseau d'électricité</b>			
	42		
	43	1 532 660	1 500 091

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux		
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	
Éric Westram	1.1	Maire	180 130	20 294	64 235	
Marie-Élaine Pitre	1.2	Maire	37 981	18 991	6 214	973
Stéphanie Nantel	1.3	Conseiller	31 343	15 672	719	359
René Villeneuve	1.4	Conseiller	39 273	12 283	16 427	8 011
Marie-Andrée Bonneau	1.5	Conseiller	29 699	11 739	2 156	1 078
Roseanna Cirino	1.6	Conseiller	27 047	12 147	359	180
Philip Panet-Raymond	1.7	Conseiller	33 037	11 739	3 428	1 714
Jean-François Gagnière	1.8	Conseiller	3 881	1 941		
Annick Lemelin Lagacé	1.9	Conseiller	3 787	1 893	398	199
Sébastien Jacquet	1.10	Conseiller	4 095	2 048		
Elmer Van Der Vlugt	1.11	Conseiller	3 913	1 957		
Marie-Hélène Fortin	1.12	Conseiller	4 260	2 130		
	2		398 446	112 834	93 936	12 514

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	800 000 \$
<b>Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement</b>		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

**Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

47

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

48                     450 310 \$

b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

49

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

50                     1 436 134 \$

c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

51

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

52                     454 196 \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- En vertu du règlement 979 visant à favoriser le retrait des réservoirs de mazout sur l'ensemble du territoire de la Ville de Rosemère, la Ville impose et prélève une taxe directe d'un montant annuel de 150 \$ sur toute propriété possédant un ou des réservoirs de mazout. L'assiette fiscale pour l'année 2025 était de 233 propriétés.
- En vertu du règlement 994 concernant l'imposition des taux de taxation et la tarification de différents services municipaux pour l'année 2025, la Ville impose et prélève à tout propriétaire d'immeuble non résidentiel imposable porté au rôle d'évaluation foncière dont la valeur de ce dernier est égale ou supérieure à 3 000 000\$, une taxe directe sur le stationnement en fonction du nombre de cases présentes au 1er janvier 2025 selon des taux progressifs variant de 9,31\$ à 149.05\$. L'assiette fiscale pour l'année 2025 était de 8 310 cases de stationnement.

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 \_\_\_\_\_ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 \_\_\_\_\_ \$

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

67

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

68 \_\_\_\_\_ \$

b) autres formes d'aide

69 \_\_\_\_\_ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

70

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

71 \_\_\_\_\_ \$

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?

72

Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?

73

Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025

74 \_\_\_\_\_ \$

12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025

75 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 \_\_\_\_\_ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 \_\_\_\_\_ \$
  - Dépenses relatives à l'entretien d'été
    - Systemes de sécurité 78 \_\_\_\_\_ \$
    - Chaussées pavées - entretien préventif 79 \_\_\_\_\_ \$
    - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 \_\_\_\_\_ \$
    - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 \_\_\_\_\_ \$
    - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 \_\_\_\_\_ \$
    - Systemes de drainage 83 \_\_\_\_\_ \$
    - Abords de routes 84 \_\_\_\_\_ \$
    - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 \_\_\_\_\_ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 \_\_\_\_\_ \$
  - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 \_\_\_\_\_ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 \_\_\_\_\_ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
  - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 89 \_\_\_\_\_
- b) Date d'adoption de la résolution 90 \_\_\_\_\_
14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre* ? 91
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 92 \_\_\_\_\_ 2024-08-315
- b) Date d'adoption de la résolution 93 \_\_\_\_\_ 2024-08-19

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

*Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*

- |   |    |   |
|---|----|---|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 94 |   |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)             | 95 | 2 |

*Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année*

- |  |     |  |
|--|-----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)  | 96  |  |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97  |  |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)  | 98  |  |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)   | 99  |  |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)   | 100 |  |

*Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité*

- |  |     |     |
|--|-----|-----|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 114 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16)                      | 102 | 8   |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16)                   | 103 |     |

*Règlement*

- |  |     |   |
|--|-----|---|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input type="checkbox"/> <span style="margin-left: 100px;"><input checked="" type="checkbox"/></span> |
|--|-----|---|

**Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement**

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

**Non audité****OUI**      **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1        

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2        

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3        

**Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4        

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5        

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6        

**La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7        

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8        

**Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

**Informations additionnelles**

Nom du directeur général

9 Catherine Blais-Adam

Adresse courriel du directeur général

10 cadam@ville.rosemere.qc.ca



**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-06-08

Nom du signataire : Gheorghe Lucian Todoran

Fonction du signataire : Directeur des finances et trésorier

Date de transmission au Ministère : \_\_\_\_\_

Date et heure de la dernière modification : 2026-05-26 16:14



# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	39 376 196	40 719 000	42 871 548	8 626 585	44 351 377
Investissement	2	6 837 969	8 810 300	4 676 547		4 676 547
	3	46 214 165	49 529 300	47 548 095	8 626 585	49 027 924
<b>Charges</b>	4	39 457 001	44 151 000	42 405 328	8 832 997	44 068 441
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	5	6 757 164	5 378 300	5 142 767	(206 412)	4 959 483
Moins : revenus d'investissement	6 (	6 837 969)(	8 810 300)(	4 676 547)(	)	4 676 547)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	(80 805)	(3 432 000)	466 220	(206 412)	282 936
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	4 511 451	4 792 700	4 629 923	459 336	5 066 131
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		1 426 600			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 465 221)(	3 652 800)(	3 649 740)(	114 565)(	3 764 305)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	32 874)(	29 000)(	47 747)(	56 870)(	104 617)
Excédent (déficit) accumulé	12	347 625	869 500	875 250	136 820	1 012 070
Autres éléments de conciliation	13	34 151	25 000	7 206	2 693	9 899
	14	1 395 132	3 432 000	1 814 892	427 414	2 219 178
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	1 314 327		2 281 112	221 002	2 502 114

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		2024	2025		2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 810 446	7 184 804	8 097 179	4 785 582
Débiteurs	2	17 400 916	19 017 949	19 388 412	17 663 889
Prêts	3				
Placements de portefeuille	4	217 534	229 088	249 976	234 216
Autres	5				
	6	21 428 896	26 431 841	27 735 567	22 683 687
<b>Passifs</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8				
Créditeurs et charges à payer	9	5 591 700	8 957 707	9 840 635	6 402 306
Revenus reportés	10	609 952	1 544 345	1 551 719	610 286
Dette à long terme	11	42 259 184	42 749 376	43 517 984	42 806 332
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	337 000	199 400	614 348	911 631
Autres	13	1 123 319	1 167 578	1 167 578	1 123 319
	14	49 921 155	54 618 406	56 692 264	51 853 874
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	15	(28 492 259)	(28 186 565)	(28 956 697)	(29 170 187)
<b>Actifs non financiers</b>					
Immobilisations corporelles	16	106 784 640	111 620 614	115 241 160	110 580 001
Autres	17	756 499	757 598	884 617	799 783
	18	107 541 139	112 378 212	116 125 777	111 379 784
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	2 731 810	4 582 216	5 133 403	3 273 849
Excédent de fonctionnement affecté	20	1 132 554	660 254	807 028	1 324 193
Réserves financières et fonds réservés	21	6 479 053	7 018 728	7 124 846	6 517 403
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	1 221 987)(	1 259 827)(	1 901 669)(	1 931 997)
Financement des investissements en cours	23	(156 401)	(890 843)	(994 427)	(379 115)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	70 083 851	74 081 119	76 999 899	73 405 264
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	79 048 880	84 191 647	87 169 080	82 209 597

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		2025	2024
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Transport en commun	1.1	660 254	660 254
▪ Équilibre budgétaire	1.2		432 100
▪ Engagements	1.3		40 200
	2	660 254	1 132 554
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	3	146 774	191 639
	4	807 028	1 324 193
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau			
	5		
Autres			
▪ Fonds d'oeuvre d'art	6.1	34 924	34 004
▪ Fonds d'infrastructures	6.2	3 092 468	2 943 447
▪ Fonds de stabilisation de dépenses	6.3	2 240 791	2 475 322
▪ Fonds vert	6.4	102 859	109 474
▪ Fonds de revitalisation	6.5	43 027	41 914
▪ Fonds mazout	6.6	60 936	29 576
▪ Fonds de résilience aux changements climatiques	6.7	100 000	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7	29 345	
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	222 759	175 499
Organismes contrôlés et partenariats	9	76 545	38 350
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10	1 026 737	396 241
Organismes contrôlés et partenariats	11	228	
Fonds local d'investissement	12		
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14	42 410	221 759
Autres			
▪ Fonds de stationnement	15.1	51 817	51 817
	16	7 124 846	6 517 403
	17	7 931 874	7 841 596

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	35 530 270	34 703 562
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	40 262 039	38 924 893

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		2025 Total consolidé	2024 Total consolidé
<b>Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal</b>			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	3 401 737	2 656 240
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	35 119 346	34 771 523
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	8 000	29 600
<b>Dettes à long terme à la charge des tiers</b>			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	4 521 225	4 820 185
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	800 300	883 600
<b>Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement</b>			
	10		
	11	43 850 608	43 161 148

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		Réalizations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Réalizations 2025 Administration municipale	Total consolidé
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	12	30 368 212	31 218 200	31 423 677	31 423 677
Compensations tenant lieu de taxes	13	604 810	632 200	624 090	624 090
Quotes-parts	14				
Transferts	15	1 734 170	2 265 100	2 000 856	2 071 552
Services rendus	16	2 395 718	2 636 900	2 521 047	2 781 072
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	3 954 890	3 490 100	5 447 623	6 263 644
Autres	18	318 396	476 500	854 255	1 187 342
	19	39 376 196	40 719 000	42 871 548	44 351 377
<b>Investissement</b>					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	6 754 625	7 996 700	4 644 829	4 644 829
Autres	23	83 344	813 600	31 718	31 718
	24	6 837 969	8 810 300	4 676 547	4 676 547
	25	46 214 165	49 529 300	47 548 095	49 027 924

Extrait du rapport financier, page S12

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
Administration générale	1	6 578 700	6 469 796	196 391	6 666 187	6 666 187	5 848 661
Sécurité publique							
Police	2	5 189 200	5 188 121		5 188 121	7 104 207	7 269 516
Sécurité incendie	3	1 146 300	1 283 601		1 283 601	1 283 601	1 192 320
Autres	4	236 800	79 627		79 627	98 232	340 648
Transport							
Réseau routier	5	5 260 400	4 649 975	1 464 081	6 114 056	6 114 056	5 924 769
Transport collectif	6	2 095 500	2 083 265	29 832	2 113 097	2 113 097	2 003 372
Autres	7	1 000	1 035		1 035	1 035	964
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	6 268 000	6 128 891	1 961 499	8 090 390	7 780 114	7 088 743
Matières résiduelles	9	2 285 700	2 549 647	31 190	2 580 837	2 580 837	2 574 345
Autres	10	1 121 600	687 084		687 084	687 084	768 002
Santé et bien-être	11	242 700	231 880		231 880	231 880	214 121
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 963 500	1 931 724	47 098	1 978 822	1 978 822	1 371 064
Promotion et développement économique	13	67 700	65 077		65 077	65 077	50 824
Autres	14	65 800	67 588		67 588	67 588	64 090
Loisirs et culture	15	5 121 400	4 825 434	899 832	5 725 266	5 725 266	5 417 169
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 714 000	1 532 660		1 532 660	1 571 358	1 571 880
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	39 358 300	37 775 405	4 629 923	42 405 328	44 068 441	41 700 488
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	4 792 700	4 629 923 (	4 629 923)			
	21	44 151 000	42 405 328		42 405 328	44 068 441	41 700 488

Extrait du rapport financier, page S28

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**  
(en dollars)

		Réalizations 2024	Réalizations 2025		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	6 837 969	4 676 547		4 676 547
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	3 696 802)(	9 465 897)(	261 393)(	9 727 290)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	32 874)(	18 760)(	6 899)(	25 659)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	4 126 004	4 500 000	330 781	4 830 781
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	32 874	47 747	56 870	104 617
Excédent accumulé	6	287 500	317 400		317 400
	7	716 702	(4 619 510)	119 359	(4 500 151)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	8	7 554 671	57 037	119 359	176 396

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

*Extrait du rapport financier, page S14*